

# **Compte-rendu de la réunion locale**

## **Le grand débat national**

### **organisation : association BAZ d'IDÉES**

#### **BAZIÈGE (31450), le 31 janvier 2019**

## **INTRODUCTION, AMBIANCE ET DÉROULEMENT DE LA RÉUNION**

Une cinquantaine de personnes sont venues participer au débat en plus des membres de l'association BAZ D'IDÉES, soit environ une cinquantaine de personnes. La majorité des participants était de Baziège.

On note la présence de quelques personnes se revendiquant du mouvement « gilets jaunes » venues de Toulouse, Balma et Villefranche du Lauragais. Étaient également présents six conseillers municipaux de Baziège (dont un adjoint au maire), une conseillère départementale et des membres du conseil de développement du SICOVAL. Tous ont participé en tant que simples citoyens.

La soirée a débuté par l'introduction faite par le président de l'association BAZ D'IDÉES, Olivier Le Galloudec. Après une courte présentation de l'association, nous avons enchaîné sur l'organisation de la soirée. La charte a été lue en introduction de l'assemblée plénière afin que tous les participants soient informés des règles de bon fonctionnement.

Les participants se sont répartis en 4 ateliers correspondant aux 4 thématiques du grand débat, suivant leurs centres d'intérêt.

L'objectif des ateliers était de permettre aux participants de s'exprimer collectivement sur les thèmes proposés pour faire remonter leurs attentes et leurs revendications.

Une restitution des discussions de chaque atelier a été faite à l'ensemble des participants, par les différents membres de l'association qui animaient les ateliers. Cela pour permettre à chaque participant de retrouver ses idées et de valider les échanges qui se retrouvent dans le compte-rendu.

Ce document présente les constats et doléances des participants et fait l'inventaire le plus complet possible de leurs revendications, qu'elles soient ou non cohérentes entre elles. Constats et revendications sont présentés thème par thème et se veulent fidèles aux échanges de chaque atelier. C'est pourquoi certains se rapportent à d'autres thèmes que celui de l'atelier.

Outre une publication sur le site du **grand débat national** ([granddebat.fr](http://granddebat.fr)), il est proposé de rendre disponible ce document sur le site de l'association ([www.baz\\_idees.fr](http://www.baz_idees.fr)) ainsi que le transmettre dans le cahier de doléances mis à disposition à la maire de Baziège.



*Introduction de la soirée par Olivier Le Galloudec, président DE BAZ D'IDÉES*



# LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

## a) Constats / doléances

- On paye beaucoup de cotisations et d'impôts et on se demande où va notre argent. On est de plus en plus taxés alors que tout ferme (écoles, hôpitaux, services publics de proximité...).
- Il y a une trop grande différence entre les zones rurales et urbaines.
- On ne va jamais chercher l'argent chez les riches. Ils ne payent pas assez d'impôt. De plus en plus de riches payent de moins en moins d'impôts. En taxant les autres personnes, on les empêche de consommer. Les moyens et bas salaires sont de plus en plus bas. Marre que ce soit les revenus moyens qui subissent toute la pression fiscale.
- On gève les entreprises depuis plusieurs décennies et il y a toujours autant de chômage et des salaires de plus en plus bas.
- Le coût de l'immigration est un problème.
- La création des grandes régions génère des coûts supplémentaires énormes mais on s'interroge sur les bénéfices de la réforme.
- Marre d'enrichir les laboratoires privés sur le dos de la Sécurité sociale

## b) Propositions / avis

### i) Sur la FISCALITÉ et le POUVOIR D'ACHAT

Il faut **plus de transparence** dans l'utilisation de l'argent public et dans les modes d'imposition et de taxation **pour plus de justice fiscale et sociale**. C'est tout à fait possible s'il y a une **volonté politique forte** d'y parvenir.

#### (1) IMPÔTS DES MÉNAGES

- Baisser les impôts pour redonner plus de pouvoir d'achat.
- Partir d'une page blanche pour refondre tout le système fiscal : trop de systèmes d'imposition et de taxation empilés les uns sur les autres, incompréhensibles, et qui créent trop d'injustice fiscale.
- Mettre en place un impôt sur le revenu progressif payé par tous les ménages quels que soient leurs revenus (même les bas revenus) et créer des tranches supplémentaires pour les plus hauts revenus.
- Tous les citoyens français doivent payer leur impôt en France, quel que soit leur lieu de résidence.
- Faire la chasse aux riches, aux avantages fiscaux, aux réductions et à l'évasion fiscale.
- Lutter contre les montages fiscaux et la fraude fiscale
- Remettre la taxe d'habitation pour tous mais calculée en fonction des revenus.

- Plus de transparence sur les impôts (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière) et leur utilisation.
- Supprimer la hausse de la CSG sur les retraites.

## **(2) ISF**

- Remettre l'ISF pour redistribuer aux pauvres et aux classes moyennes.

## **(3) FISCALITÉ DES ENTREPRISES**

- Aménager le système fiscal et social (RSI) des artisans pour qu'il soit plus transparent et plus juste.
- Les entreprises étrangères qui œuvrent sur le sol français doivent payer leurs impôts en France.
- Taxer les grands groupes multinationaux plutôt que les moyens et bas salaires

## **(4) JUSTICE SOCIALE ET POUVOIR D'ACHAT**

- Indexer les retraites sur le coût de la vie avec rattrapage depuis 2013.
- Légiférer pour :
  - Limiter l'écart entre les plus bas et les plus hauts salaires dans les entreprises
  - Diminuer les dividendes versés aux actionnaires pour donner plus aux salariés

## **ii) Sur les DÉPENSES PUBLIQUES**

### **(1) SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE**

- Ne pas toucher au budget de la santé et de la protection sociale
- Inciter davantage à l'utilisation des génériques
- Augmenter le budget de la recherche publique pour arrêter d'enrichir les laboratoires privés
- EHPAD
  - Supprimer les EHPAD privés dont l'objectif est la rentabilité et pas le bien-être des résidents. Que des EHPAD Publics.
  - Déterminer le tarif des EHPAD en fonction des revenus des résidents.
- Faire la chasse au gaspillage

### **(2) AIDES AUX ENTREPRISES**

- Récupérer les aides de l'État (CICE...) dont ont bénéficié les grandes entreprises lorsqu'elles licencient ou délocalisent.
- Mettre en place un système pour contrôler l'engagement financier et moral des entreprises qui bénéficient du CICE et des aides de l'État.
- Supprimer le CICE aux grandes entreprises du CAC40 qui ne jouent pas le jeu et en faire bénéficier les PME, PMI et microentreprises pour les aider à embaucher des salariés.

### **(3) FORMATION**

- Proposer des formations adaptées aux besoins en emploi pour éviter les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs

### **(4) ORGANISATION DES SERVICES**

- Recentrer les services de l'État sur les services de proximité.
- Maintenir les services publics de proximité dans les zones rurales et remettre des agents derrière les guichets dans les administrations. Avec la fermeture des guichets et le transfert des demandes par internet, c'est le parcours du combattant pour l'obtention d'un document administratif.

### **(5) ORGANISATION DE L'ÉTAT**

- Supprimer le Sénat, le Conseil économique et social et toutes les commissions inutiles.
- Réduire le millefeuille territorial.
- Réduire les avantages des élus en activité (transport, logement, indemnités pour collaborateurs, etc. ...).
- Supprimer les privilèges des anciens élus (retraite, collaborateur, bureau, chauffeur, etc. ).
- Baisser le nombre et les rémunérations des grands élus et des hauts fonctionnaires.



# LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

## a) Constats / doléances

- Disparition d'oiseaux (trop de pesticides dans le monde rural)
- Villes trop polluées. La pollution aérienne est aujourd'hui visible dans nos villes.
- La transition écologique : une dimension personnelle
- Quelle volonté politique ?
- Importance de l'écotaxe dans le traitement de l'eau. Le principe pollueur / payeur a permis une amélioration des eaux.
- Nous devons différencier les besoins des envies pour moins consommer
- Consommer autrement et le permettre

## b) Propositions / avis

### i) **Changement d'habitude de consommation et traitement des déchets**

- Réduire notre consommation de produits manufacturés et d'énergie, pour cela il nous faut nous poser la question de nos vrais besoins.
- Dans les cantines : réfléchir à une alimentation plus saine et éduquer le goût des enfants.
- Réfléchir à une alimentation saine.
- Développer la permaculture et le bio.
- Diminuer les éclairages publics et privés (ex. : éclairage des magasins la nuit).
- Lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Réduire les emballages.
- Réduire la publicité.

### ii) **Education / sensibilisation écologique**

- La transition écologique n'est pas que collective, elle a aussi une dimension personnelle.
- Il nous faut donner envie de l'approche écologique.
- Pollueurs / payeurs si garantie que l'argent récolté est utilisé pour la transition
- Éduquer à la sobriété énergétique.
- Expliquer mieux.
- Donner envie de l'approche écologique.
- Donner les moyens aux citoyens de développer des habitudes écologiques.
- Inciter plutôt que punir.

### iii) Énergie

- Favoriser l'efficacité énergétique.
- Développer la recherche sur la production alternative d'énergie : par exemple les hydroliennes fluviales.
- Développer les énergies renouvelables.
- Diminuer la production des énergies fossiles.
- Inciter plutôt que punir.

### iv) Transport

- Développer le covoiturage : rapprocher l'air de covoiturage de l'autoroute.
- Développer les transports en commun et la multimodalité.
- Développer la gratuité des transports communs.
- Développer les parcs relais : multimodalité.
- Développer les bassins d'emplois pour limiter les déplacements.
- Développer la gratuité des transports en commun à l'exemple des collectivités qui la pratiquent.
- Mettre en place des remises d'impôts pour le covoiturage, réserver des files pour les voitures en covoiturage.
- Avoir des parkings bien dimensionnés (parcs relais) près des stations de métro ou de transport en commun.
- Allonger les lignes du métro toulousain.
- Développer le covoiturage, mettre les aires de covoiturage près des entrées d'autoroute.
- Développer les transports en commun et la multi modalité.



# L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

## a) Constats / doléances

Les politiques font tout pour diviser les Français entre fonctionnaires et privé alors qu'il faut nuancer les avantages des fonctionnaires. Ceux déjà en place ont des avantages, mais les nouveaux embauchés sont souvent en emplois précaires.

- Inégalité devant la dématérialisation des documents.  
Existence de zones blanches pour les personnes âgées. Inégalité entre le monde rural et celui des villes. Il y a une fracture SOCIALE, TERRITORIALE et NUMÉRIQUE.
- Coupure entre les grands élus et le peuple. Le problème du cumul des mandats est aussi abordé.
- Absentéisme des Députés, des élus locaux
- Un débat sur l'exemplarité des politiques s'est instauré. Certains participants pensent que ceux-ci ne font pas leurs déclarations de patrimoines ou trichent. Qu'il n'y a pas assez de contrôle interne et que les affaires sortent grâce aux médias, sinon cela ne serait pas connu. Pour une personne, ce n'est pas les grands élus qu'il faut mettre en cause mais la "caste" des hauts fonctionnaires qui eux ont des salaires très élevés, sont toujours en place quel que soit les gouvernements et en plus, ils ne sont pas élus.
- Débat pour > comment réduire la dette alors que l'on a besoin de services publics (régaliens)  
Paradoxe : moins d'impôts mais plus de services publics
- Problème d'organisation: la proximité de l'utilisateur et des services publics. Le participant prend comme exemple les Régions qui devaient se regrouper pour faire des économies et au final cela coûte plus cher.
- Communications - > Zones blanches, réseaux défectueux, avec le privé tout le monde n'est pas à égalité dans les services.
- L'état n'applique pas la loi : pas d'égalité salariale Hommes- femmes
- **SOLIDARITÉ et ÉGALITÉ SOCIALE.**  
Il existe beaucoup d'aides, mais celles-ci ne sont pas bien connues du public et beaucoup n'y accèdent pas. Problème aussi de droit à ces aides. Exemple > amélioration de l'habitat où il faut avancer l'argent pour pouvoir se faire rembourser.
- **QUARTIERS** : Un participant se demande pourquoi il existe encore des quartiers difficiles, rien n'a été fait pour résoudre le problème. Regret de la disparition de la police de proximité.
- **JUSTICE** : Pas identique pour tous. Pour certains, l'exemple ne vient pas du "haut". Exemple: divers scandales récents entachent l'image des politiciens.
- Un intervenant trouve qu'actuellement il n'y a pas d'égalité devant l'éducation et que cela dépend de l'inspecteur d'académie.

## b) Propositions / avis

Cinq grandes orientations se sont dégagées du thème :



## **i) Une meilleure gouvernance**

- Pourquoi pas un état sur le mode nordique : la Suède. Le 1<sup>er</sup> ministre rentre chez lui tous les soirs et rend des comptes. Toutes les factures sont vérifiées.
- Fin du pouvoir qui vient uniquement d'en haut.
- Simplifier les lois, les règles et les organisations.
- Réduction du millefeuille administratif.
- Arrêt du cumul des mandats (du moins les « salaires »).
- Assemblée nationale / Sénat / Conseil constitutionnel.
- Suppression du Sénat, en effet après une première lecture à l'assemblée il y a un passage au Sénat et au final ce sont les députés qui tranchent. Il faut donc éviter les 'va-et-vient'. Un intervenant suggère que soient mis des "quotas" ouvriers, société civile, femmes ... Un autre demande la proportionnalité intégrale pour une meilleure représentativité. Le risque pour l'un c'est que cela soit "ingouvernable".

## **ii) Un service public fort et indépendant**

- Indépendance de la Nation grâce à une politique forte de l'état.
- Indépendance énergétique.
- Redonner de la force au service public. Arrêter de diviser le service public et le privé.
- Exigence des programmes de l'Éducation Nationale. Conserver les mêmes programmes au niveau national comme base commune.
- Un intervenant demande que l'État garde les services régaliens exclusivement au public (énergie, sécurité, alimentaire, sécurité sociale, recherche) même si ceux-ci coûtent cher, car actuellement pour lui, c'est le critère économique qui prime, moins cher, mais dépendance de sous-traitants, etc.

## **iii) Un service public de proximité**

- Santé : proximité, accessibilité.
- L'État doit réinvestir des domaines d'activités pour une meilleure universalité (des services).
- Enjeu d'uniformité de la gratuité sur le territoire.
- Ne pas éliminer les documents.  
Une réponse à ce problème est la création de maisons de services publics avec des personnes pour aider les usagers.
- Volonté que les services de l'État soient universel et pour tous.

## **iv) Plus de méthode et de pédagogie**

- Meilleure utilisation des impôts.
- Education : égalité, indépendance.
- Permettre une meilleure connaissance des aides proposées par l'État : simplification des propositions.
- Meilleure diffusion des droits sociaux et des aides.
- Former les fonctionnaires à la pédagogie envers les utilisateurs des services de l'état.

- Où vont les impôts ? Informations sur la redistribution des impôts.
- Ne pas dilapider l'argent public. Exemple de la CPAM de Toulouse qui a explosé le budget « fête » de plus de 3000%.
- ÉDUCATION NATIONALE
  - Même programme pour tous, quel que soit l'endroit sur le territoire.
  - Meilleure égalité des chances à l'éducation.
  - Revaloriser les petits métiers.

#### **v) Un impôt plus juste**

- + de transparence sur le devenir de nos impôts. Exemple : Comment est calculée la taxe foncière ?
- Il faut aller "chercher l'argent là où il est" CICE, EXIT Taxes, Évasion fiscale...

#### **vi) Sujets n'ayant pas été débattus collectivement**

- Comment responsabiliser les personnes qui vivent toujours avec des aides ?
- Remettre l'Armée (même si cela coûte plus cher) plutôt que de laisser les gens au chômage.

#### **vii) Autres questions**

- Comment garder les aides de nos parents ?



# LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

## a) Constats / doléances

### i) Image des élus et de l'État

- Trop de mensonge sur le programme politique.
- Absence de représentativité du pouvoir (vote et prédominance du pouvoir du président).
- Perte de confiance envers l'État.
- Les citoyens considèrent qu'ils sont sous une politique extrême.
- Absence de prise en compte des votes (ex. : Maastricht).
- Politique menée par le monde de la finance (l'économie prend beaucoup de place dans la société).
- Les associations prennent le relais des politiques notamment dans le secteur social (ex. : migrants).
- Plusieurs domaines sont laissés de côté par les élus.
- Les politiques sont devenues individualistes.

### ii) Égalité ou inégalité des citoyens

- Injustice sociale et fiscale.
- Diminution du pouvoir d'achat.
- Sentiment d'injustice sur les bas salaires.
- Sentiment de violence.
- Injustice sur les droits aux études (Parcoursup).
- Manque de valeur dans le monde du travail.
- Emploi non rémunéré à sa juste valeur.
- Dérive de l'État entre les pauvres et les riches.

### iii) Devoirs des citoyens

- Trop d'absentéisme sur les élections.
- Absence de participation de la population aux débats.

## b) Propositions / avis

### i) Image des élus et de l'État

- RIC pour changer l'état d'esprit et avoir le pouvoir de révoquer les droits d'un élu à mi-mandat si programme non respecté et ne convient pas à une majorité de la population.

- Limitation du cumul des mandats.
- Absentéisme excessif des élus locaux entrainerait une démission automatique.
- Trouver un dispositif pour le contrôle du suivi du programme de l'élu. Si non respect de l'engagement, sanction pour l'élu.
- Casier judiciaire vierge pour l'élu.
- Question posée : Comment redonner la confiance des citoyens aux élus ?
- Donner du temps à la réalisation et à l'évolution des actions politiques.
- Clause révocatrice dans la constitution.
- Mettre les élections législatives deux ans après l'élection présidentielle.

## **ii) Égalité ou inégalité des citoyens**

- Représentation de tous : Assemblée Nationale élue à la proportionnelle.
- Vote blanc pris en compte comme exprimé.
- Revenir sur les valeurs humaines de partage (valeurs sociales, valeurs solidaires).
- À l'écoute de tous : Réunions publiques au niveau local pour demander les besoins + lieux de parole.
- Démocratie participative.

## **iii) Devoirs des citoyens**

- Rendre le droit de vote obligatoire pour tous.
- Importance de l'apprentissage de la citoyenneté.

## **iv) Sujets non abordés mais identifiés en fin de débat**

- Migrant
- Laïcité
- Intégration

## **v) Proposition abordée mais donnant sur une autre thématique**

- Suppression de la CSG pour tous.

# CONCLUSION DE FIN DE SOIRÉE

Chaque secrétaire et animateur a donc restitué l'expression de chaque table en fin de séance. Il y eut quelques précisions et ajouts à la marge faits par les participants.

Les participants se sont exprimés sur la manière dont s'est déroulée la soirée. Ils ont apprécié la méthode employée, mais regrettent de ne pas avoir pris plus de temps sur les thèmes de la transition écologique et la démocratie et la citoyenneté.

L'association BAZ D'IDÉES a proposé de conduire un nouveau débat. Il doit se dérouler le 21 février.

Fin de la rencontre 23 heures



*Présentation des résultats du débat sur l'une des thématiques devant toute l'assemblée*